

Au Burundi, le chef de l'opposition interrogé après le massacre de Gatumba

RFI, 20 septembre 2011 Une quarantaine de personnes ont été tuées dimanche soir 18 septembre 2011 à Gatumba, près de Bujumbura, au Burundi, suite à une attaque menée par un groupe de « bandits armés », selon la terminologie officielle. Il s'agirait en fait, selon la population locale, d'une rébellion naissante qui serait composée d'ex-rebelles (Forces nationales de libération du Burundi) et qui n'a pas encore de nom. Et ce mardi, on a appris qu'un homme a été arrêté. Il s'agit de l'opposant Léonce Ngendakumana dans le cadre justement de cette attaque. Le président de la coalition pour le changement démocratique, la principale coalition de l'opposition, a été interpellé tôt ce matin et conduit dans le bureau du procureur. Et selon son avocat, on voudrait lui faire endosser la responsabilité de ce massacre.

Des dizaines de policiers ont encerclé la maison de Léonce Ngendakumana située sur les hauteurs qui surplombent Bujumbura, dès 3 heures, heure locale, (1 heure en temps universel). Puis ils ont perquisitionné son domicile avant de l'emmener devant le procureur de Bujumbura qui l'a interrogé. En début d'après-midi, le président du Frodebu (Front pour la démocratie au Burundi) et président en exercice de l'Alliance pour le changement au Burundi, une plateforme qui regroupe les principaux partis d'opposition, est sorti du parquet de Bujumbura sous les applaudissements de dizaines de ses partisans, pour se rendre à son domicile où la police a effectué une seconde perquisition. Selon son avocat, maître Fabien Segatwa, le leader a été interpellé pour atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat. Il l'accuse d'avoir participé dans l'attaque qui a fait au moins 36 morts et des dizaines de blessés dimanche soir, pas très loin de la capitale burundaise. Léonce Ngendakumana n'a pas encore été officiellement inculpé mais son avocat estime que cela ne saurait tarder.